

LA VIGIE

Journal de démocratie sociale
DES ILES SAINT-PIERRE ET MIQUELON



ABONNEMENTS

Saint-Pierre — un an . . . 9 fr. 00
Union postale. — un an . . . 12 fr. 00

Direction Saint-Pierre

Rue JACQUES-CARTIER

INSERTIONS

Une à six lignes. 3 fr. 00
Réclames 0 fr. 50
Faits divers 1 fr. 00

En rupture de Ban.

Il est parti malgré tout et il est parti comme il était venu. Rodrigue, qui l'eut dit. Chimène qui l'eut cru? (Corneille, LE CID)

Un canon l'avait vomit un autre canon l'a aspiré et personne ne s'en douterait encore, si, cabotin jusqu'au bout, notre Didelot n'avait tenu en parlant à égayer la feuille officielle du morceau suivant

Nous, Administrateur des Etablissements des Iles Saint-Pierre et Miquelon; par la grâce de nos puissantes protectrices),

Vu, . . (pas grand chose),

Vu notre câblogramme No 73, (il ne le sîne pas!), en date du 15 Juin 1911, par lequel nous avons sollicité de M le Ministre des Colonies, (qui a fait longtemps la sourde oreille), l'autorisation de renvoyer en France, en congé, par le premier courrier du mois de Juillet;

Vu le câblogramme No 41, en date du 20 Juin 1911, par lequel M le Ministre des Colonies nous a accordé cette autorisation et nous a prescrit de confier l'intérim de l'Administration de la Colonie à M le Chef du service Judiciaire.

Décidons (Avant 1789 le roi disait: nous voulons)

Art 1er Nous nous embarquerons, (à chanter sur l'air de Malbrough s'en va-t-en guerre) pour rentrer en France le, samedi 1 Juillet 1911 (hein c'est pas pour 1914) à 3 h 1/2 de relevée (il parle comme un huissier), sur le croiseur d'Estreées allant à Sydney, (et non par le courrier, comme dit cette vieille branche de ministre, ça coûte trop cher il y aurait trop de monde, et je ne pourrais plus dire qu'il ne fait pas ses dix neuds).

Nous faisons grâce à nos lecteurs des ar-

ticles 2 et 3 où manque l'inspiration qui fait le charme de ce que l'on vient de lire.

En vertu de cette proclamation tenue secrète par pour des cornets à brume dont le son exaspère les ouies délicates de notre cabotin colonial, depuis 7 heures du matin le d'Estreées faisait fonctionner ses machines pneumatiques; Tout était désert et, attiré par le vide, celui qui en deux ans et demi a su dépeupler la colonie, s'était précipité,

Enchaînés deux par deux entre les gendarmes, les fonctionnaires commandés de service pour cette exécution sommaire le suivaient docilement. Et derrière eux bouchant le vide immense laissé sur le quai par la population ingrate, toute une famille dont le chef pour cette fois n'avait pas "disposé de sa journée" remplaçait, volontiers comme toujours, les absents et les empêchés:

Et il a eu la chance de réussir avant le changement de ministère à rompre par la force des séductions et des prières de ses puissantes protectrices le ban que lui avait valu sa nullité.

S'il était juste, il tiendrait à reconnaître que "La Vigie" l'y a beaucoup aidé et que sans notre article "En pénitence" du 13 Mai ce n'est comme nous le disions qu'en 1914 qu'il aurait pu imprimer le pompeux mandement qu'il apu pondre dès le 30 Juin: nous l'avons aidé à partir.

Mais d'autres aussi peut-être l'ont aidé à partir: ceux qu'il a tuyautés, et qui n'ont pas été sans s'en apercevoir, ont dû fortement appuyer sa demande, et le ministre a alors compris que ce fantoche de coulisses, ce Pétrone de mauvaise compagnie s'était vraiment rendu trop impossible avec ses mises en scène ridicules et coûteuses.

Est-il vrai qu'en 1908, le figurant qui vient de s'effacer aurait à bord de l'Amiral Aube, prétendu à un rang administratif auquel il n'avait pas droit, pour se faire trailler comme un nouveau César parlant

pour la conquête. . hélas, de l'île massacre, ou il a fait noyer sept pères de famille.

Est il vrai que sur le tard, il aurait reconnu que le juste isolement auquel il avait exposé les siens, venait de ses fautes d'éducation envers une population où les gens mariés ne vont pas dîner officiellement "en garçon", comme dans le demi-monde?

Et ces procès administratifs, lancés avec tapage, aveuglement et parti-pris mesquin, puis piteusement retirés sur l'ordre de ses chefs qui sont au-dessus des plats valets auxquels sacrifiait notre homme de guerre; lui qui doit avoir lu Chantecler, aurait dû se rappeler que le héros de Rostand sut remettre à leur place les crapauds, qui avaient essayé de lui casser sur le nez le lourd encensoir de "la forêt qui pense". Quoi qu'il en soit, nous lui souhaitons de trouver sous d'autres cieux sinon l'une des croix nouvelles dont dispose l'administration, du moins un peu plus de bon sens pour le discernement des bons et des faux amis. Si l'Administration l'avait choisi pour le poste qu'il a rempli ici, ce n'était pas pour substituer aux capacités personnelles qu'elle avait dû reconnaître chez lui, les suggestions ineptes de gens qu'il fallait éconcuire et non su ve comme un toutou. Il s'est laissé accaparer, tel a été son grand tort: puissent ceux qui lui succèdent accorder leur confiance à ceux seulement qui la méritent et non à ceux qui courent après les nouveaux venus, les enveloppent et les aveuglent pour le profit personnel d'une coterie incapable et le plus grand dommage du pays. A l'en entendre salut!

L'Intérim

C'est M. Longue, chef du Service Judiciaire, qui prend l'intérim d'Administrateur

Cet intérim ne peut durer longtemps, et nous pensons bien qu'avant un mois, le successeur de M. Didelot sera parmi nous.



S'il devait en être autrement ce serait vraiment regrettable. M. Longue est, nous en sommes persuadés, un excellent magistrat, mais nous sommes de ceux qui pensent qu'à chacun son métier.

On doit savoir dans les sphères ministérielles qu'il faut à la colonie pour la guider dans la voie des réformes et des économies, un homme du métier, énergique et travailleur.

Or, les hommes de ce genre ne manquent pas en France, et maintenant que M. Didelot est parti on n'aura que l'embarras du choix. Espérons sincèrement que ce choix sera heureux et profitable à notre chère et malheureuse Colonie.

IL Y TIENT

Avant son départ, M. l'Administrateur Didelot a tenu à laisser à la population St-Pierraise le souvenir d'un homme incapable et nul.

On se rappelle que dans le dernier numéro de la Vigie nous critiquions la mise à la Caisse de Réserve d'une somme de 60.000 francs, alors que les bâtiments du Service Local, les quais, les routes étaient dans un état lamentable. Nous insistions sur l'urgence qu'il y a à reconstruire la cale du Commerce, la seule qui serve, et qui rapporte de l'argent.

En réponse à nos observations si justes, M. Didelot s'est empressé de faire commencer à mettre en état... la cale du Gouvernement qui ne sert à personne.

M. Didelot en agissant de la sorte a voulu tout simplement se moquer des St-Pierrais, du reste il n'a fait que cela pendant son trop long séjour dans la colonie; il a peut-être voulu aussi faire disparaître les traces des ruines du lamentable travail fait sur ses ordres l'année dernière, et en même temps occuper son ami Hérumbourg, dont la situation de mastroquet lui laisse beaucoup de temps libre.

Présomptueux à l'excès mais d'une nullité absolue, hypocrite, fourbe, menteur, ne connaissant pas le premier mot d'Administration, cet Administrateur n'est pas fait à St-Pierre de la politique de clocher, il s'est mêlé aux querelles politiques qui hélas! divisent notre pays.

Au lieu de faire l'apaisement, comme il en avait reçu la mission, il s'est acharné à vouloir poursuivre des innocents, à fermer les yeux sur les turpitudes les plus révoltantes et à commettre les injustices les plus criantes.

Le dernier acte de son administration,

celui dont nous venons de parler plus haut prouve qu'il a tenu à bien indiquer la volonté de ne faire qu'à sa guise, et de se moquer des bons conseils. Aussi son départ n'est regretté par personne, pas même par ceux qui se sont crus dans l'obligation de l'accompagner lors de son embarquement sur le Destrées.

Nous ne savons qui lui succèdera, mais nous pouvons affirmer hardiment que son successeur n'aura pas besoin d'être bien intelligent pour faire mieux que lui.

Qu'il aille donc se faire pendre ailleurs, c'est ce que nous lui souhaitons sincèrement en poussant un soupir de soulagement.

Un étrange conseil

C'est de celui de l'île aux chiens que nous voulons parler.

Le Conseil Municipal de cette commune, convoqué en session ordinaire au mois de Mai, avait principalement à s'occuper de l'examen de la gestion du maire et de l'approbation de ses comptes.

Or, à la première convocation, deux ou trois conseillers seulement étaient présents.

Force fut donc au maire de demander une session extraordinaire. Mais, pas plus aux réunions suivantes qu'à la première, le conseil ne put délibérer, n'étant pas en majorité.

Deux ou trois conseillers seuls s'étaient rendus à la convocation.

Il y a mieux, le maire lui-même n'était pas présent.

On est en droit de se demander si c'est une fumisterie ou si le maire ne tient pas plus que cela à faire examiner ses comptes.

En attendant, l'administration semble trouver cette situation naturelle, elle ne bouge pas.

De deux choses l'une. Ou le conseil municipal doit se réunir et délibérer, ou bien si ses membres ne veulent plus s'occuper des affaires municipales, l'Administration doit dissoudre le conseil et faire procéder à de nouvelles élections.

Nous pensons bien que dans la circonstance, M. Longue prendra au plus tôt les mesures nécessaires pour faire cesser une situation aussi anormale.

LA FETE DU 14 JUILLET

Suivant toutes probabilités elle ne sera pas célébrée à St-Pierre cette année, faute de ressources budgétaires.

Il est bon d'éclairer les habitants sur ce point.

Le Service Local accorde 400f à la Municipalité pour célébrer la fête nationale.

Cette somme est dérisoire. Il est impossible avec si peu de faire quelque chose de convenable. D'autre part on sait que la Municipalité n'a aucune ressource et que son budget est bien parcimonieusement

compté son à son.

En est-il de même pour celui du Service Local? Il ne semble pas puisqu'une somme de plus de 60.000f vient d'être mise à la caisse de Réserve.

Le Maire a demandé à l'Administration d'augmenter la subvention. Cette dernière refuse en alléguant la situation budgétaire de la Colonie.

Il n'y aura donc pas de fête publique et il ne faudra pas en vouloir à nos édiles.

Cela n'empêchera pas les vrais républicains de célébrer d'une façon privée la fête de la démocratie Républicaine.

Nouvelles

Par le dernier courrier nous avons eu des nouvelles de notre supérieur Ecclésiastique Monseigneur Légasse.

Son état de santé ne lui a pas permis de continuer la cure qu'il avait commencée à Vichy et il a dû y renoncer pour se reposer.

Il est donc tout probable qu'il ne sera pas parmi nous pour la fête de l'Assomption, ainsi qu'il en avait le ferme espoir.

Monseigneur Légasse, on le sait, s'occupe activement pendant son séjour en France des œuvres de St-Pierre.

Tout dernièrement le comité qu'il avait fondé à Paris a perdu sa présidente, la regrettée Comtesse du Manoir, mais une autre grande chrétienne, Mme la duchesse de Trévise a bien voulu prendre en mains les intérêts de nos compatriotes et les œuvres de St-Pierre n'y perdront rien.

Malgré le grand désir que nous aurions eu de voir bientôt revenir parmi nous notre vénéré prélat, nous devons nous incliner devant une raison aussi impérieuse. Nous lui envoyons nos meilleurs vœux pour son prompt rétablissement en attendant son retour.

Un Communiqué Une colonie qui prospère

Comité Central
des

Armateurs de France

Paris le 13 Mai 1911.

Monsieur,

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie vient de transmettre au Comité un rapport en date du 3 Avril 1911, émané de M. Homery, vice-consul de France à St-Jean de Terre-Neuve concernant une analyse de la loi terreneuvienne du 29 Mars 1911 pour encourager l'établissement d'usines.

nes frigorifiques dans la Colonie.

Vous trouverez reproduite ci-après cette communication qui nous a paru susceptible de retenir l'attention des armateurs des grandes pêches. Elle fait suite à celle du même agent consulaire en date du 13 Mars, que nous avons transmise en son temps.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments dévoués.

le secrétaire général le secrétaire technique
Paul de ROUSIERS Paul HOUET

Loi terre-neuvienne du 29 Mars 1911 pour encourager l'établissement d'usines frigorifiques dans la Colonie de Terre-Neuve.

St-Jean le 7 Avril 1911.

Pour faire suite à mon rapport du 13 Mars dernier, relatif à une vaste entreprise américaine à Terre-Neuve pour l'exploitation en grand des industries du poisson et des produits dérivés, j'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence une analyse de la loi votée par le Parlement de la Colonie au cours de la session ordinaire de 1911, et approuvée par le Gouvernement le 29 Mars dernier et qui porte approbation de la convention conclue le 27 Décembre 1910 entre le Gouvernement de Terre-Neuve et la Maison Trefothon et Lord de Portland (Maine) pour la construction et le fonctionnement de dépôts frigorifiques et d'usines pour la conservation et la préparation du poisson sur les côtes de l'île.

J'ai lieu de croire que l'analyse de la loi dont il s'agit intéressera le comité central des armateurs de France.

Signé: J. Homery.

ANALYSE DE LA LOI

I. Est confirmée et approuvée la convention conclue le 25 Décembre 1910 entre son excellence sir Ralph Champneys Williams K. C. M. G.,

Gouverneur de Terre Neuve, et Charles Newell Trefothon et Joseph Walker Lord, de Portland, Maine, Etats-Unis d'Amérique, laquelle est ci après annexée.

Sont confirmées et approuvées toutes les clauses de ce contrat, lesquelles sont déclarées avoir pleine validité et devoir lier chacune des parties.

2. Sauf stipulations contraires contenues dans la loi des terrains de la Couronne le Gouverneur ou Conseil pourra accorder en concessions gratuites, certaines portions de ces terrains aux contractants pour l'installation de leurs établissements ainsi que des permis, pour les coupes de bois et la captation des cours d'eau en vue de leur utilisation comme force motrice.

3. Les articles suivants importés par les contractants pour les besoins de leurs travaux, qui sont énumérés dans la convention ci-jointe et ne sont pas destinés à la vente, seront admis dans la Colonie en franchise de douane:

I. machines, appareils, outils et matériel nécessaires par l'installation première des frigorifiques, usines et ateliers, par leur extension, (tous articles nouveaux importés en remplacement des anciens étant exclus de l'exemption);

II. ammoniaque employée comme réfrigérant;

III. huiles végétales employées pour la préparation du poisson.

IV. feuilles d'étain pour la fabrication des boîtes de conserves

V. moteurs à gazoline.

VI. gazoline.

VII. étiquettes

VIII. huiles minérales et lubrifiantes pour les machines.

4. La garantie d'intérêt payable par le Gouvernement d'après la clause 5 de la Convention ne devra pas dépasser 5 0/0 annuellement du capital placé par les contractants dans l'entreprise, ni en aucun cas excéder 25 mille dollars par an.

CONVENTION

Le 25 Décembre 1910, entre les soussignés, sir Ralph Champneys Williams K. C. M. G., Gouverneur de Terre Neuve et Dépendances. . . d'une part, et Charles Newell Trefothon de Portland Maine, Etats Unis d'Amérique, négociant en poisson et Joseph Walker Lord, de Portland négociant en poisson, d'autre part, considérant que ces derniers ont le désir d'établir à Terre Neuve l'industrie des dépôts frigorifiques et d'y construire des établissements pour la congélation et la préparation du poisson et autres produits.

Vu le désir du Gouverneur d'encourager et favoriser l'implantation d'une semblable industrie, particulièrement en ce qui concerne la congélation, la préparation, l'emballage et la vente du poisson et de ses produits dérivés.

Il a été convenu ce qui suit:

I.- La maison contractante s'engage à construire à ses frais dans l'île de Terre-Neuve en l'espace de cinq ans à partir du 1er Janvier prochain cinq dépôts frigorifiques pour le poisson et produits dérivés devant contenir chacun au moins un million de livres et à raison de un par an, complètement terminés et prêts à fonctionner. Ces cinq dépôts devront fonctionner sans interruption, si la quantité du poisson reçu le permet, à partir du jour où ils seront

terminés jusqu'au 31 Décembre 1925. Il sera loisible à la maison contractante de substituer à l'un d'eux un dépôt flottant ayant la même capacité.

II.- Les plans et devis des dépôts seront soumis à l'approbation du Gouvernement.

III.- Le Gouvernement paiera à la maison contractante durant la période de 15 ans commençant le 1er Janvier prochain un intérêt annuel de un et demi pour cent sur le montant des dépenses engagées pour la construction, l'équipement, l'outillage et la machinerie des dépôts, à condition que le total des dépenses bénéficiant dudit intérêt ne dépasse pas cinq cent mille dollars. L'intérêt ne sera exigible qu'à partir de la date à laquelle chaque dépôt aura été terminé et mis en marche.

IV.- Ce paragraphe détermine la marche à suivre pour les formalités de paiement de l'intérêt sus-indiqué.

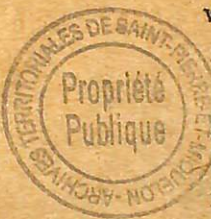
V.- Le Gouvernement promet de garantir à la maison contractante pendant la même période dans la limite de 5 0/0 l'intérêt des sommes placées dans l'entreprise au cas où ces sommes rapporteraient à l'entreprise un profit inférieur à 5 0/0 mais à condition que le total des sommes ne se trouve pas être supérieur à cinq cent mille dollars.

VI En plus des cinq dépôts, la maison contractante s'engage à construire et terminer à ses frais en l'espace de cinq ans à partir du 1er Janvier prochain pas moins de cinq ateliers de fumage et cinq ateliers d'emballage pour le poisson et produits dérivés ainsi que deux fabriques de colle et deux fabriques d'engrais. Chaque année un atelier de fumage et un atelier d'emballage devront être construits et mis en marche et une fabrique de colle et une fabrique d'engrais devront être terminés et fonctionner dans les deux années à partir du 1er Janvier prochain. Toutes ces usines fonctionneront sans interruption du 1er Janvier prochain au 31 Décembre 1925.

VII.- Au cas où la maison contractante, pendant la période de 15 années sus mentionnée cesserait de maintenir et de faire fonctionner sans interruption les dits cinq dépôts, les cinq ateliers de fumage, les cinq ateliers d'emballage les deux fabriques de colle et les deux fabriques d'engrais ou l'un quelconque de ces établissements, tous les droits et privilèges qui lui sont reconnus par les § 3 et 5 de cette convention lui seront immédiatement retirés cesseront d'exister et deviendront nuls.

VIII.- La maison contractante s'engage dans la conduite de l'entreprise à n'employer qu'un personnel d'ouvriers terre-neu-





viens sauf pour les travaux spéciaux dont ceux-ci ne pourraient s'acquitter.

IX.- Le Gouvernement lui accordera gratuitement:

1. les emplacements pour les dits dépôts, fabriques, ateliers et autres constructions.

2. une ou plusieurs concessions de bois d'une étendue suffisante, ou lui permettre de s'approvisionner du bois nécessaire à la fabrication des caisses, boîtes, barils etc

3. Toutes les facilités en son pouvoir pour utiliser les cours d'eau comme force motrice.

X.- L'exemption de douane sur les articles déjà énumérés plus haut est accordée à l'entreprise

XI. Il est reconnu entre les parties que la maison contractante ne cédera de quelque manière que ce soit, partie, ou totalité des droits que lui confère la présente convention à aucune personne ou société sans le consentement du Gouvernement lequel ne le lui refusera d'ailleurs pas sans justes motifs.

XII. En cas de difficultés ou contestations quelconques, la question sera portée devant trois arbitres nommés: un par chacune des parties, et le troisième par les deux autres, et qui rendront une décision irrévocable à laquelle les contractants s'engagent à se soumettre

XIII. La présente convention sera soumise à l'approbation et à la ratification du Parlement de Terre-Neuve.

Suivent les signatures, les sceaux, etc. . .

Le Vice-Consul

Signé: H. HOMERY

NOUVELLES DE LA PÊCHE

La première pêche étant complètement terminée nous en donnons d'autre part le résultat.

Comme on le voit il est inférieur à celui de 1910. Cela est dû principalement à ce que le bancquereau a bien moins donné

La plupart des navires et goélettes sont repartis pour le lieu de pêche.

Jusqu'à ce jour le capelan a presque complètement manqué ce qui cause un grand préjudice aux pêcheurs et aux boëtteurs. Il y a bien des années que pareille chose ne s'était présentée et c'est bien malheureux pour la colonie si éprouvée de puis longtemps.

Quantité de navires sont partis sans capelan, d'autres n'en ont eu que quelques barriques et cela au prix de quels sacrifices, que de temps précieux ainsi perdu. Les boëtteurs n'ont absolument rien fait et le commerce local en subira le contre coup.

Ceux qui, suivant une louable initiative, avaient fait des frais de moteurs sont encore plus à plaindre.

La petite pêche est très mauvaise, il n'y a pas de boëtte et sans appât, impossible de pêcher.

Si l'encornet ne donne pas sous peu et en abondance il est à craindre que la campagne ne donne un mauvais résultat.

Nous avons présenté les choses sans exagération et sous le jour réel, il nous reste l'espérance, elle fut jadis laissée au fond de la boîte de Pandore, pour élever les cœurs et affermir les courages.

Espérons donc sincèrement que l'horizon qui, en ce moment, est assez sombre s'éclaircira sous peu et que le résultat sera meilleur que l'on ne pense.

Nous faisons des vœux ardents pour qu'il en soit ainsi.

Résultat de la première pêche

GOELETTES LOCALES

Il a été armé en 1911 cinquante goélettes locales. Une, la Terre-Neuve, s'est perdue sans livrer de produits. Les 49 autres ont débarqué au 30 juin 22.176 quintaux soit une moyenne de 452 quintaux par goélette.

En 1910 la moyenne des goélettes était au 30 juin de 620 quintaux et en 1909 de 560 quintaux.

ARMEMENTS MÉTROPOLITAINS

En 1911, 140 navires sont venus à St-Pierre au 30 juin. Ces navires ont livré ensemble 130.292 q. soit une moyenne de 930 quintaux.

En 1910, 150 navires avaient livré au 30 juin une moyenne de 1147 q. soit une différence en moins pour 1911 de 217 quintaux

Arrivages des Bancs

Dans notre numéro du 24 juin nous avons donné les arrivages des bancs du 8 au 21 juin. Au moment où le journal a été imprimé plusieurs des navires n'ayant pas terminé leurs livraisons, nous les avons inscrits pour les quantités approximatives de quintaux suivant déclarations des capitaines. Nous donnons aujourd'hui les chiffres exacts livrés et nous continuons les arrivages jusqu'au 30 juin.

		millés	quintaux
11	Radieuse	33.000	1215
	St-Clément	30.000	593
12	Bonne Tante	37.000	1227
	Emeraude	25.000	785
	Mascotte	40.000	1036
14	Union	17.000	559
	Bayonnaise	4.000	194
	Anémone	24.000	550
	Indiana	24.000	761
	Valentine	26.000	918
	St-Léon	82.000	1784
	Musette	35.000	701
	Jeanne d'Arc	21.000	651
	Survivor	14.000	347
	Henriette	75.000	1608
15	Margared	27.000	859
	Annie	24.000	560
	Alsacienne	22.000	358
	St-Anne	22.000	535
	Jean-Baptiste	21.000	378
	Marie Jeanne	28.000	676
	Rose	34.000	1484
	Mad. Davout	30.000	991
16	Cdt Marchand	52.000	1007
	St-Mathurin	40.000	1042
17	St-Hubert	50.000	1642
	Etoile des Mers	39.000	1276

	Jeanne	17.000	684
	Marjolaine	30.000	1059
	Procellaria	25.000	1115
	Servannaise	25.610	610
	Sans Gène	29.000	1084
	Malvina	33.000	813
	René	31.500	1195
	Juliette	41.080	1135
	Pauline Louisa	22.000	1023
18	Eugène Robert	16.000	533
	Cérès	25.000	1170
	Surprise	30.000	852
	Flora	30.000	600
	Binicaise	28.000	734
	Albatros	40.000	1516
	Louis	28.000	986
	Espérance	30.000	951
	Stella	53.000	1642
	Glanouse	45.000	1400
	Diamant	25.000	633
	Boston	13.000	275
	Marie G.	34.000	788
	Marie Pierre	40.000	802
	Havara	24.000	651
	Caroline IV	19.000	679
	Charles Jules	19.000	504
	J. L. C.	28.000	494
	Georges	17.000	444
	Alcyone	36.000	1021
20	Iduna	23.000	588
	Amédée	50.000	1008
	Casimir Périer	30.000	668
	Eglantine	30.000	1080
	Grêbe	30.000	828
	Anita	16.000	324
	St-Christophe	42.000	1524
	Pierre	23.000	663
	Ridartaise	34.000	593
	Liberté	26.000	520
	St-Hubert	30.000	985
	Eider	36.000	1202
	Marie L.	36.000	981
	Thérèse	32.000	1866
	Courlis	30.000	909
	Augustine	24.000	406
	Joséphine Claude	41.000	1200
	Aigle	35.000	979
21	N.D. de la Garde	25.000	560
	St-Pierre	50.000	721
	Thérèse	15.000	592
	Uranie	18.000	530
	Victoria	22.000	661
23	Lamolhe Picquet	43.000	1330
	Gardenia	36.000	735
24	Surcouf	23.000	803
	Sans Peur	32.000	1087
	Père Jacques	30.000	848
	Cyclamen	33.000	986
	Florentine	32.000	871
	Jeanne (Hue)	42.000	1138
25	Vigilante	43.000	1364
26	St-Pierre (Huel)	23.000	648
	Garonne	24.000	647
	Robinson	40.000	1467
	Quatre frères	50.000	1080
	Lilja	20.000	658
	St-Pierre (J. L.)	31.000	763
	Alice	45.000	p. livré
Mai 30	Louis Pasteur	40.000	1373
Jun 20	Joseph Posalis	32.000	792
	François Robert	31.000	869
	Corail	23.000	601